



**NATIONS UNIES
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

VÉRIFIER À L'AUDITION

“Croire dans l’Afrique”
Conférence sur la croissance mondiale

Allocution

de

M. Carlos Lopes
Secrétaire général adjoint de l’ONU et
Secrétaire exécutif de la CEA

Rabat, Maroc
24 avril 2014

Monsieur Mbarka Bouaida, Ministre déléguée auprès du Ministre des Affaires
Etrangères du Royaume du Maroc,

Monsieur Mankeur Ndiaye, Ministre des Affaires Etrangères du Sénégal,

Monsieur Brahim Fassi Fihri, Président de l'Institut Amadeus, notre hôte distingué,

Chers participants,

Je voudrais d'emblée avouer franchement que je crois en l'avenir de l'Afrique.

La raison motivant l'essentiel du discours actuel sur «le moment africain» et «le réveil de l'Afrique» est évidente. Certaines des économies à très forte croissance dans le monde sont africaines. Ces performances sont dues à plusieurs facteurs, notamment une meilleure gestion macroéconomique, l'augmentation des exportations de ressources naturelles et l'émergence d'une classe moyenne. Il y a maintenant à Lagos un marché de consommateurs plus grand que celui de Mumbai, et les dépenses des ménages du continent dépassent celles de l'Inde et de la Russie.

Cette croissance que l'Afrique a connue n'est cependant pas suffisante. Elle est bien en deçà des 7% qui sont le minimum nécessaire requis pour doubler les revenus moyens en l'espace d'une décennie. Cela est dû en partie au fait qu'un trop grand nombre de nos économies restent tributaires de la production et de l'exportation de produits primaires. Trop nombreuses sont celles qui sont inégales. Alors que nous nous félicitons de ce que sept de nos pays figurent dans les dix premiers sur le plan de la croissance dans le monde, il ne faut pas non plus oublier qu'il y en a un nombre similaire de nos pays parmi celles où les inégalités sont les plus marquées. En effet, trop de gens sont victimes de la faim et vivent dans une pauvreté continue.

Permettez-moi de faire un détour inhabituel par l'Asie avant d'aborder les questions dont nous sommes saisis aujourd'hui. Même si nous sommes conscients des divers

conflits qui frappent l'Asie, nous avons tendance à les regarder de façon isolée. Ainsi, aux Philippines, nous savons qu'il y a des conflits sur l'île de Mindanao, sur l'Irian Jaya en Indonésie, une insurrection à Sabah en Malaisie, des incidents frontaliers entre la Thaïlande et le Cambodge et bien d'autres. Même l'Inde en pleine émergence est confrontée à la rébellion naxalite et doit s'occuper de problèmes au Cachemire, tandis que la Corée du Sud partage une frontière avec un État frère belligérant. Les Rohingya de Myanmar sont l'un des nombreux groupes discriminés dans un pays qui est également engagé dans un conflit armé avec un bon nombre de ses minorités. Malgré l'ampleur généralisée de tous ces conflits en Asie, la région n'est pas qualifiée d'instable mais plutôt considérée comme un contributeur dynamique de la croissance mondiale.

C'est vrai qu'il y a des conflits en Afrique, tels que ceux dans la région des Grands Lacs et en Somalie, mais ce sont les restes d'une tendance à la baisse du nombre de conflits. En d'autres termes, bien que les conflits en Afrique soient en diminution et que leur nombre soit inférieur à ceux en Asie, l'Afrique est encore globalement perçue comme un continent en proie aux crises et un endroit où il est risqué de faire des investissements.

Laissez-moi vous donner juste deux exemples: il y a eu, en 2009, 29 actes de piraterie au large des côtes somaliennes contre environ 150 dans le détroit de Malacca en 2005. Cela n'a pourtant pas été synonyme de perception négative généralisée des perspectives économiques de l'Asie du Sud-Est. Il convient de noter dans un contexte similaire que malgré son climat des affaires instable, le Pakistan est le deuxième exportateur de textiles du monde et que la démocratie instable en Thaïlande n'empêche pas ce pays d'exporter plus d'articles manufacturés que toute l'Afrique réunie.

Ces faits surprenants montrent que l'Afrique doit réellement reconnaître le besoin d'une réelle transformation. Il y a plusieurs façons de définir la transformation structurelle mais

le sens auquel je l'entends ici est « un transfert massif de ressources d'un secteur à faible productivité à un secteur de forte productivité. ». Concrètement, cela signifie un changement substantiel de la composition sectorielle du produit intérieur brut, la part du secteur primaire en termes d'emploi et de production allant à l'industrie et à des services modernes. Cela suppose également une utilisation plus grande des technologies et une productivité accrue dans tous les secteurs.

L'Afrique veut la transformation structurelle et non des ajustements structurels. Pour que l'Afrique croisse et se transforme, il nous faut bien comprendre l'époque où nous vivons. Nous arrivons en retard dans le domaine de la transformation. L'Afrique doit, cependant, innover dans ce domaine. L'industrialisation est indispensable à la réalisation de cet objectif. En effet, l'industrialisation contribuera à créer des emplois, à augmenter les revenus et permettra d'assurer la diversification, notamment celle des exportations. C'est ce que l'expérience d'autres régions montre clairement.

L'Afrique s'est essayée à l'industrialisation auparavant. Dans les années 60 et 70, l'Afrique, devenue indépendante, a imité d'autres régions du monde en choisissant une industrialisation fondée sur la substitution de produits nationaux par des importations. Cette tentative a donné de bons résultats qui ont, cependant, en fin de compte été compromis par les limites du modèle et l'économie politique mondiale. C'est pourquoi l'Afrique doit aujourd'hui prendre en compte aussi le contexte mondial.

À cet égard, l'industrialisation fondée sur les produits de base constituerait une démarche présentant des chances de succès. Ainsi, au lieu de gaspiller nos énergies à tenter de diversifier les produits de base, nous devrions privilégier leur utilisation en tant que moteurs efficaces de l'industrialisation. Outre les avantages significatifs de l'industrialisation, une approche fondée sur les produits de base offre immédiatement des possibilités de création de valeur ajoutée sans compter les nombreuses possibilités d'exploiter les liens en amont et en aval.

Etant donné la prédominance des chaînes de valeur mondiales et la concurrence intense qui s'exerce en matière de coûts dans le commerce des produits manufacturés, l'Afrique peut trouver un accès au secteur industriel grâce à son énorme base de produits primaires et de ressources naturelles. Le fait que les agro-industries sont déjà un des secteurs de la transformation les plus prometteurs sur le continent, est la preuve que cette démarche peut prospérer. Toutefois, réussir dans cette entreprise ne sera pas facile. Il faudra un esprit d'innovation et de la détermination pour surmonter les défaillances en matière d'infrastructures. Il faudra une solide base de connaissance de la structure de l'industrie et des chaînes de valeur mondiales. En effet, nos économies doivent continuellement investir dans le savoir, les compétences, la technologie et l'innovation.

Il faut bien comprendre le paysage commercial, notamment les obstacles et les régimes préférentiels. Par-dessus tout, la stimulation du commerce intra-africain reste une absolue nécessité pour créer les marchés nécessaires au succès de l'industrialisation.

À mon avis, le point de départ est un leadership qui fournisse une vision claire et mobilise tous les secteurs de la société pour soutenir l'impératif de développement. Nous devons changer nos approches, attitudes et priorités. Nous devons favoriser le développement d'une population très instruite, en bonne santé et qualifiée qui puisse assimiler la technologie et mettre en place l'infrastructure indispensable au progrès. De même, nos États doivent renforcer les capacités de nos administrations publiques pour qu'elles soient en mesure d'entreprendre une planification dynamique à long terme et assurer la coordination des activités économiques.

Au plan financier, nous devons commencer à prêter davantage attention à la mobilisation des ressources intérieures alors que nous accélérons le rythme de l'intégration régionale de façon à engranger de plus grandes économies d'échelle. Il

nous faudra de plus en plus de données robustes et de meilleurs systèmes statistiques afin de mieux évaluer et suivre les progrès.

Mesdames et messieurs,

De fait, les efforts en vue de la transformation structurelle nécessiteront que nous tirions un meilleur parti de nos avantages économiques et comprenions l'environnement complexe auquel nous, arrivés après les autres, sommes confrontés. Auparavant, les pays devaient mettre en place des bases industrielles fortes avant de s'engager dans le commerce et la compétition sur le plan international. Ils peuvent désormais s'insérer dans des segments et des sous-secteurs spécifiques des processus de production mondiaux. L'avènement et l'essor des chaînes de valeur mondiales ne sont pas essentiellement dus au développement du commerce de biens, mais sont plutôt fondés sur la technologie, la finance, l'investissement et d'autres services modernes.

Les exigences du développement de la politique industrielle sont différentes de celles des années 1970. Ce qui a surtout changé, c'est que la politique économique est devenue ouverte et sujette aux comparaisons comme jamais auparavant. Les groupes intéressés veulent participer et contribuer à l'élaboration de stratégies multisectorielles novatrices. Les instruments de politique économique ont eux aussi évolué de manière significative et ne dépendent plus d'une centralisation administrative, et accordent plutôt une plus grande importance à la modification des opérations de marché par la fiscalité, les subventions et les mesures de dépenses publiques, afin de corriger les déséquilibres du marché. En outre, l'élaboration de la politique industrielle est devenue plus polycentrique et plus éclectique en recherchant simultanément une variété d'objectifs au lieu d'être uniquement centrée sur la seule promotion d'une croissance rapide.

Les modèles d'industrialisation reposant sur la substitution des importations appliqués en Amérique latine ou le modèle économique tourné vers les exportations d'Asie du Sud-Est ne sont plus une option pour l'Afrique. Ce dernier, en particulier, reposait sur le

principe d'une production de masse avec une main-d'œuvre bon marché et une grande capacité d'absorption, d'où des économies de ressources importantes. L'Afrique doit se battre pour être sur un pied d'égalité, alors qu'elle ne bénéficie pas de conditions favorables.

Les négociations actuelles sur le commerce et le changement climatique ne sont pas en sa faveur. Le système commercial international est aux prises avec la notion de traitement spécial et différencié, de la même manière que les participants aux négociations sur le changement climatique se débattent avec les responsabilités communes mais différenciées. Si l'objectif de l'Afrique est de devenir «un continent prospère et intégré en paix avec lui-même», sa position de négociation doit être cohérente - et au service de son programme de transformation, tel qu'envisagé pour 2063.

Mesdames et Messieurs,

Nous devons expliquer comment nous allons suivre une voie d'industrialisation adaptée aux besoins d'un continent pluriel, une voie d'industrialisation sophistiquée et différente.

Premièrement, l'Afrique doit utiliser au mieux sa position de négociation, en maximisant la demande d'ajout de valeur dans les produits de base pour lesquels elle est en position dominante. L'Afrique possède 12% des réserves mondiales de pétrole, le plus grand potentiel d'énergie renouvelable, ainsi que 40% de l'or mondial, 80 à 90% du chrome et du platine, 70% du coltan, 60% des terres arables inutilisées, 17% des forêts ou encore 53% du cacao du monde, produit par deux pays, la Côte d'Ivoire et le Ghana, à eux seuls! Des ressources telles que celles-ci doivent être mises à profit.

Deuxièmement, arrivant après les autres, l'Afrique n'est pas bloquée dans une préférence technologique quelconque; elle peut suivre une voie privilégiant l'énergie verte et propre et faire l'impasse sur les vieux modèles industriels à forte teneur en carbone. La prise de conscience de plus en plus forte que suscitent la dégradation de

l'environnement et le changement climatique entraîne de nouvelles priorités de recherche et de conception, comme les technologies énergétiques propres qui pourraient être déployées rapidement. Le continent est bien placé pour absorber, adapter et faire fond sur les vastes quantités de connaissances scientifiques et techniques déjà disponibles. Son vaste potentiel de biomasse et d'énergie hydroélectrique, géothermique, éolienne et solaire est un atout incroyable. Par exemple, seulement 5% du potentiel hydroélectrique de l'Afrique est exploité.

Troisièmement, l'Afrique devrait se concentrer sur sa consommation intérieure. La croissance de la population africaine, l'expansion de la classe moyenne et l'urbanisation rapide continueront d'accroître la demande de biens de consommation. L'industrie agroalimentaire détient la clef pour répondre à cette demande, en particulier pour ce qui est des aliments transformés. Le passage d'une production primaire à une agro-industrie moderne et intégrée, offre une opportunité lucrative à un grand nombre de petits exploitants agricoles, dont la majorité sont des femmes; c'est aussi l'occasion de générer des emplois modernes au bénéfice de la jeunesse du continent. Nous ne pouvons pas continuer à importer des yaourts ou du dentifrice.

Quatrièmement, l'industrialisation peut et doit être inclusive. Elle doit éviter que les bâtiments s'effondrent lorsque les employés des ateliers clandestins sont piégés à l'intérieur ou que les migrants meurent en plein désert ou en mer. Nous ne voulons pas non plus entendre dire que six des dix pays les plus inégalitaires dans le monde sont en Afrique. Il nous faut tirer avantage de notre jeunesse et du potentiel inexploité que constitue le renforcement de l'autonomisation des femmes et de leur contribution à l'économie.

Cinquièmement, il est impératif de promouvoir une plus grande intégration régionale en Afrique. L'intégration régionale n'a pas encore pris toute son ampleur en raison

d'obstacles tarifaires et non tarifaires qui entravent le commerce intra-africain. La transformation de l'Afrique exigera un regain d'efforts, et des efforts plus audacieux.

Mesdames et Messieurs,

C'est bien d'avoir la croissance, c'est encore mieux d'assurer la transformation et s'il y a inclusivité, c'est formidable. La voie pour atteindre ces objectifs doit être organiquement balisée, entretenue et favorisée.